

139P-1604



Gouvernement du Québec
Ministère des Transports
Bureau du sous-ministre adjoint
Direction générale de Montréal et de l'Ouest

1 copie à l'extérieur
reçu
C. Lessner
5230-00-0906

TÉLÉCOPIE

A

: M. Paul André Fournier

/C. Paget

ORGANISME
TÉLÉCOPIE
TÉLÉPHONE

: Direction Île-de-Montréal

:
:DE

: Liguori Hinse

TÉLÉPHONE
TÉLÉCOPIE

:
:

DATE

: 2001-09-13

PAGES(incluant celle-ci)

: 3

COMMENTAIRES:

Pour votre information.

NOTE

OK
LH

DESTINATAIRE : Monsieur Liguori Hinse, ing., s.-m. a.
Direction générale de Montréal et de l'Ouest

EXPÉDITEUR : Paul-André Fournier
Direction de l'Île-de-Montréal

DATE : Le 12 septembre 2001

OBJET : **Contrat : 5230-00-0906**
Réaménagement du rond-point l'Acadie
Négociations avec le plus bas soumissionnaire

Pour faire suite à notre envoi du 28 août dernier et considérant l'écart important entre l'estimation et le montant soumissionné, nous avons rencontré le plus bas soumissionnaire « *Les Constructions Infrabec inc.* » pour négocier une baisse du coût du contrat, et le résultat est le suivant :

- annulation des travaux d'ensemencement	28 200 \$
- annulation des PMV	26 840 \$
- remplacement des sections de dalle préfabriquée par une dalle coulée en place	50 000 \$ ⁽¹⁾
- modification de la semelle du pilier n° 3	18 000 \$ ⁽¹⁾
	<u>125 040 \$</u>

En soustrayant le montant de 125 040 \$ au montant soumissionné, le coût des travaux serait de 2 854 632 \$.

⁽¹⁾ = crédit minimum (correspondant à l'offre de l'entrepreneur), un design doit être fait pour finaliser la négociation avec l'entrepreneur.

...2

Direction de l'Île-de-Montréal

M. Hinse

-2-

2001-09-12

Compte tenu que notre rapport du 28 août précisait que plusieurs des écarts s'expliquaient par une sous-estimation des prix unitaires utilisés par le mandataire (notamment 302 250 \$ pour un seul item : dalles préfabriquées), nous considérons qu'il n'y aurait pas de gains substantiels à reprendre l'appel d'offres. Cette option aurait aussi pour conséquence de retarder de près d'un an l'échéancier de réalisation du projet. Pour cette raison, nous recommandons que le contrat soit octroyé au plus bas soumissionnaire; le contrat inclurait évidemment une annexe qui rendrait contractuels les items négociés.

Le directeur,


PAUL-ANDRÉ FOURNIER

PAD/CP/mo